

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/205853]

28 MAART 2023. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het plafond van het voorschot op de kosten voor de huisvesting van een primate die in beslag is genomen in toepassing van artikel R.158, § 1 van het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

Gelet op het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek, artikel D.170, § 6, derde lid;

Gelet op het regelgevend deel van Boek I van het Waalse Milieuwetboek, artikel R.158;

Gezien het verzoek van de VZW Natuurhulpcentrum van 2 februari 2023 waarin een bedrag van 450 € wordt voorgesteld voor de termijn van 60 dagen waarbinnen de bestemming moet worden genomen, namelijk een dagelijks bedrag van 7,5 €, overeenkomend met de huisvestingskosten voor een primate;

Overwegende dat een in beslag genomen primate voor de duur van de procedure in quarantaine moet worden geplaatst (de quarantaineperiode is vastgesteld op 3 maanden voor primaten);

Overwegende dat er tijdens deze periode verschillende medische handelingen door een dierenarts moeten worden verricht, zoals het nemen van bloedmonsters, het opsturen van monsters voor analyse, vaccinaties, microchips en het testen op tuberculose;

Overwegende dat de primaten tijdens deze periode in een gebouw moeten worden gehouden dat tot minstens 20°C is verwarmd;

Gelet op de kosten van het specifieke voedsel dat aan een primate moet worden verstrekt,

Besluit :

Artikel 1. Het plafond van het voorschot op de kosten voor de huisvesting van een primate die in beslag is genomen, bedoeld in artikel R.158, § 1 van het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek bedraagt 450 euro.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 28 maart 2023.

C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/46470]

7 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'agrément et au subventionnement des centres de ressources, modifiant l'article 283 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et insérant un Chapitre X intitulé « Centre de ressources », comportant les articles 831/192 à 831/223 dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VII

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20 ;

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 283, alinéas 1 à 3, modifié par le décret du 3 décembre 2020 et l'article 285 ;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 mars 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 mars 2023 ;

Vu le rapport du 30 mars 2023 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone du 6 avril 2023 et la concertation en Comité ministériel de concertation intra-francophone du 6 avril 2023 ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 24 mars 2023 ;

Vu l'avis du Comité de branche « handicap » de l'Agence, donné le 16 mai 2023 ;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap, donné le 20 avril 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 10 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant qu'il est prévu qu'un appel à projets soit lancé préalablement à toute mise en œuvre des actions prévues dans le présent arrêté, que ces dernières sont menées rapidement afin d'allouer, avant la fin 2023, les moyens dégagés par le Gouvernement wallon pour ce dispositif ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er} — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, de celle-ci.

CHAPITRE II — *Modification du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé*

Art. 2. L'article 283, alinéa 2, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, modifié en dernier lieu par le décret du 3 décembre 2020, est complété par un 20° rédigé comme suit :

« 20° les centres de ressources. ».

CHAPITRE III — *Modifications du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé*

Art. 3. Dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VII, il est inséré un Chapitre X, comportant les articles 831/192 à 831/223, rédigé comme suit :

« CHAPITRE X. Centres de ressources

Section 1ère. — Dispositions générales

Art. 831/192. Pour l'application du présent chapitre, l'on entend par :

- 1° l'Agence : l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles telle que visée à l'article 2, § 1^{er}, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé ;
- 2° le centre de ressources : le service qui effectue un travail de veille, d'information, de formation et de sensibilisation autour des thématiques qui lui sont associées ;
- 3° le cadastre de l'emploi : la liste du personnel du centre de ressources établie au terme de chaque année ;
- 4° la personne en situation de handicap : la personne telle que visée à l'article 261 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé ;
- 5° les proches : toute personne en lien avec la personne en situation de handicap ;
- 6° le Ministre : le Ministre en charge de l'Action sociale ;
- 7° Décision 2012/21 : la Décision de la Commission 2012/21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général.

Section 2. — Missions

Art. 831/193. Le centre de ressources met en place des outils qui permettent à toute personne concernée de bénéficier d'une aide adaptée à ses besoins.

Le centre de ressources intervient principalement auprès :

- 1° de toute personne en situation de handicap et de ses proches ;
- 2° des professionnels du secteur du handicap et des services destinés à l'ensemble de la population ;
- 3° du grand public.

Art. 831/194. En fonction de la thématique spécifique pour laquelle il est agréé, le centre de ressources a pour mission générale de :

- 1° constituer un centre d'information et de documentation ;
- 2° sensibiliser, d'informer, d'orienter et de soutenir les personnes en situation de handicap et leurs proches ;
- 3° sensibiliser, d'informer et de former des professionnels ou futurs professionnels en vue d'améliorer leurs compétences ;
- 4° développer des actions d'intérêt général visant à mieux faire connaître au grand public sa thématique spécifique ;
- 5° développer un réseau de partenariat avec des services généraux ou spécialisés et qui sont susceptibles d'intervenir de près ou de loin dans le quotidien des personnes en situation de handicap.

Art. 831/195. En fonction de la thématique spécifique pour laquelle il est agréé, le centre de ressources a pour missions particulières de :

- 1° pour la thématique spécifique liée aux problématiques des personnes cérébrolésées :
 - a) constituer un guichet unique et interdisciplinaire d'accueil et d'information des personnes cérébrolésées en répondant à leur problématique individuelle et celle de leurs proches et en s'engageant à accueillir toutes les demandes des personnes cérébrolésées, de leurs proches ou des services qui les encadrent ;
 - b) proposer aux personnes cérébrolésées qui contactent le service, une orientation et un suivi après évaluation de la demande en s'appuyant sur les compétences et les spécificités des différents partenaires dans le cadre du réseau existant ;
 - c) développer un réseau de partenariat avec des structures hospitalières, des services agréés ou subventionnés par l'Agence, des services psycho-sociaux, des associations ;
 - d) développer une expertise d'évaluation, d'accompagnement et permettre la construction d'un parcours personnalisé ;
 - e) assurer une cohérence des interventions entre les professionnels et les partenaires du réseau d'accompagnement à la reconstruction des personnes ;
 - f) développer des missions d'intérêt général qui visent à mieux faire connaître les lésions cérébrales acquises ;
 - g) constituer un centre d'observation qui permet à travers d'études statistiques des demandes, de détecter les besoins régionaux et de participer à l'analyse des réponses à y apporter, en répondant aux sollicitations de la Région wallonne et de l'Agence pour apporter son concours ;
 - h) constituer un centre d'information et de documentation ;
- 2° pour la thématique spécifique liée à l'annonce du handicap :
 - a) sensibiliser et former les professionnels en vue d'améliorer les conditions de l'annonce d'un diagnostic de déficience et un meilleur accompagnement des personnes en situation de handicap et de leurs proches dès cette annonce ;
 - b) informer et soutenir les personnes en situation de handicap et leurs proches au travers d'outils spécifiques ;
 - c) développer, alimenter et maintenir un site internet ;
 - d) organiser et intervenir dans le cadre de colloques ;
- 3° pour la thématique spécifique liée aux technologies de l'information et de la communication :
 - a) mettre à disposition des personnes en situation de handicap des produits d'assistance à l'information, la communication, la signalisation et la domotisation, ainsi que tout accessoire lié à l'utilisation de ceux-ci, en vue de procéder à des tests de matériel dans des locaux du centre de ressources, au domicile ou en fonction de la situation qui se présente ;

b) établir des rapports d'évaluation personnalisés destinés à mesurer l'adéquation des solutions technologiques proposées en lien avec les besoins identifiés ;

c) assurer une cellule de prêt de matériel et d'accompagnement afin de répondre à des situations d'urgence en lien avec le caractère évolutif de certains problèmes de santé ou à destination du public cible défini par l'Agence, et procéder à l'achat et à la maintenance de produits d'assistance à l'information, la communication, la signalisation et la domotisation, ainsi que de tout accessoire lié à l'utilisation de ceux-ci, dans le cadre de cette cellule de prêt de matériel et d'accompagnement ;

4° pour la thématique spécifique liée à la vie affective, relationnelle et sexuelle des personnes en situation de handicap ou en souffrance psychique :

a) impulser le respect de la Convention relative aux droits des personnes handicapées en assurant la promotion d'une vie relationnelle, affective et sexuelle des personnes en situation de handicap ;

b) impulser le respect des dispositions de l'Organisation mondiale de la Santé en matière de sexualité qui représente un déterminant de la santé générale de la personne ;

c) écouter, informer, orienter les personnes en situation de handicap ou en souffrance psychique qui le souhaitent, leur entourage et les professionnels par le biais de permanences téléphoniques, d'entretiens, du site internet et des réseaux sociaux ;

d) mettre à disposition un centre de documentation et de supports pédagogiques spécialisés à l'attention du grand public en matière de vie relationnelle, affective et sexuelle et de soutien à la parentalité ;

e) sensibiliser et informer les organisations ou les services dont les missions sont l'accompagnement, l'accueil et l'hébergement des personnes en situation de handicap ou en souffrance psychique ;

f) sensibiliser le grand public, les écoles, les familles et toute personne intéressée ;

g) mener ou soutenir, selon les demandes, des actions, des études, des recherches qui visent à faire évoluer les pratiques professionnelles ;

h) faciliter, encourager et promouvoir les initiatives qui concourent à l'amélioration de la vie relationnelle, affective et sexuelle des personnes en situation de handicap ou en souffrance psychique ;

i) favoriser l'inclusion des personnes en situation de handicap, sujettes aux violences structurelles ou discriminatoires en organisant des réseaux avec les services spécialisés ;

m) intervenir, à la demande, de manière formative dans des cursus scolaires ou autres ;

j) mettre en place des salons ou des festivals participatifs ;

5° pour la thématique spécifique liée aux problématiques particulières des personnes polyhandicapées :

a) proposer aux familles, aidants proches de personnes polyhandicapées qui contactent le service, une orientation, des informations et un accompagnement qui prennent en compte les spécificités individuelles de chacune des situations en s'appuyant sur les compétences et les spécificités des différents partenaires dans le cadre du réseau existant ;

b) organiser et intervenir dans le cadre de colloques ou d'autres événements récurrents ou ponctuels sur diverses thématiques qui touchent au polyhandicap ;

c) sensibiliser et former le grand public, les professionnels et les familles sur diverses thématiques qui touchent au polyhandicap afin de les inscrire dans une dynamique de développement continu des compétences et de favoriser le transfert d'expérience ;

d) constituer un centre d'information et de documentation sur le thème du polyhandicap ;

e) mener ou soutenir, selon les demandes, des actions, des études, des recherches visant à :

- inventorier les problématiques et les questions de recherches pertinentes ;

- développer des programmes, des stratégies et des méthodes de travail qui promeuvent la qualité de vie et la qualité de soutien des personnes polyhandicapées, enfants et adultes ;

- réaliser des publications et les diffuser ;

6° pour la thématique spécifique liée aux problématiques particulières des personnes qui présentent un trouble du spectre de l'autisme :

a) constituer un guichet interdisciplinaire d'accueil et d'information des personnes qui présentent un trouble du spectre de l'autisme en répondant à leur problématique individuelle et celle de leurs proches ;

b) coordonner un réseau de soins de proximité autour de la personne qui présente un trouble du spectre de l'autisme et de ses proches et mettre en place un projet en concertation avec les différents partenaires, afin de favoriser l'intégration et de soutenir l'autonomie de la personne ;

c) proposer aux personnes qui présentent un trouble du spectre de l'autisme et à leurs proches, qui contactent le service, une orientation et un suivi après évaluation de la demande en s'appuyant sur les compétences et les spécificités des différents partenaires dans le cadre du réseau existant ;

d) développer un réseau de partenariat avec des services agréés ou subventionnés par l'Agence, des services psycho-sociaux, des associations, des structures hospitalières... ;

e) développer des missions d'intérêt général qui visent à mieux faire connaître le trouble du spectre de l'autisme ;

f) constituer un centre d'information et de documentation au sujet des troubles du spectre de l'autisme.

Section 3. — Programmation

Art. 831/196. Le nombre de centres de ressources peut évoluer si des financements complémentaires dédiés à cet effet sont dégagés par le Gouvernement.

L'Agence transmet, à la demande du Gouvernement, une proposition de programmation selon les modalités et le délai fixés par ce dernier.

Le Gouvernement fixe la programmation pour la création de services.

Section 4. — Agrément

Art. 831/197. § 1^{er}. La procédure d'agrément est organisée en deux phases :

1° une phase de sélection des candidatures ;

2° une phase d'agrément des candidatures sélectionnées.

§ 2. Dans les limites de la programmation visée à l'article 831/196, le Ministre lance un appel à candidatures spécifiant les critères de sélection et les délais d'introduction de la demande et de communication de la décision du ministre, et désigne les membres du jury de sélection.

Le jury de sélection examine les candidatures et remet un avis à l'Agence.

L'Agence soumet une proposition de décision relative aux candidatures sélectionnées au ministre.

L'Agence informe les candidats de la décision du Ministre.

Art. 831/198. Pour être agréé, le centre de ressources sélectionné introduit une demande d'agrément auprès de l'Agence.

La demande d'agrément est accompagnée des documents et des renseignements suivants :

1° le projet de service du centre de ressource ;

2° l'identité du directeur du centre de ressources, accompagnée de la délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur et d'une copie de ses diplômes et certificats ;

3° une déclaration qui stipule que la composition du conseil d'administration est conforme à l'article 831/248 et au décret du 9 janvier 2014 destiné à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des organismes privés agréés par la Région wallonne ;

4° le numéro d'affiliation à l'O.N.S.S. et le numéro d'entreprise de l'association sans but lucratif ou de la fondation d'utilité publique qui gère le centre de ressources.

Dès que la demande d'agrément est complète, l'Agence instruit la demande et soumet la proposition de décision d'agrément au ministre, qui statue dans un délai de six mois.

Art. 831/199. La décision d'agrément mentionne la durée de l'agrément, la thématique spécifique, et le nombre minimal d'heures de prestations.

Le centre de ressources agréé pour la réalisation des activités prévues à l'article 831/195, al.1^{er}, 3°, réalise ces activités dans le cadre d'un mandat de Service d'Intérêt Économique Général conformément à l'article 2.1, c), de la Décision 2012/21.

Art. 831/200. En concertation avec les membres du personnel, le directeur du centre de ressources élabore un projet de service sur base du modèle repris à l'annexe 83/21.

Le projet de service est actualisé tous les six ans en tenant compte des résultats de l'autoévaluation.

Le projet de service du centre de ressources et ses mises à jour sont portés à la connaissance de tous les membres de l'association sans but lucratif ou de la fondation d'utilité publique, et des membres du personnel du centre de ressources. Ces documents sont mis à leur disposition en permanence.

Art. 831/201. Au terme de chaque année civile, le centre de ressources transmet à l'Agence, son rapport d'activités, selon un modèle établi par l'Agence.

Le rapport d'activités est transmis par voie électronique pour le 30 juin au plus tard de l'année suivant l'année de référence du rapport d'activités.

Art. 831/202. En concertation avec les membres du personnel du centre de ressources, le centre de ressources procède à son autoévaluation une fois tous les six ans.

Dans l'autoévaluation, le centre de ressources expose sa méthodologie en tenant compte de :

1° la manière dont les données sur la qualité des activités sont collectées et enregistrées ;

2° la manière dont les données visées au 1° sont utilisées pour formuler des objectifs d'amélioration de la qualité et adapter le projet de service ;

3° la feuille de route, avec calendrier, que le centre de ressources établit pour atteindre les objectifs visés au 2° ;

4° les démarches que le centre de ressources entreprend si un objectif n'est pas atteint.

Les résultats de l'autoévaluation sont portés à la connaissance de tous les membres de l'association sans but lucratif ou de la fondation d'utilité publique et du personnel du centre de ressources.

Art. 831/203. Le personnel du centre de ressources possède les qualifications et les titres requis conformément à la commission paritaire dont il dépend.

Dans l'hypothèse où la commission paritaire dont le personnel du centre de ressources dépend, ne prévoit pas de fonction de directeur, le directeur du centre de ressources possède un diplôme ou un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur.

Le centre de ressources tient à disposition de l'Agence les copies des diplômes, des certificats et des attestations des membres du personnel.

Art. 831/204. En s'appuyant sur le projet du service, le centre de ressources établit un plan de formation du personnel qui s'étend au moins sur trois années.

Le plan de formation décrit les objectifs poursuivis par le développement des compétences du personnel et définit les critères, les modalités et la périodicité d'évaluation.

Art. 831/205. Le conseil d'administration de l'association sans but lucratif ou de la fondation d'utilité publique qui organise le centre de ressources ne comporte pas :

1° des personnes qui font partie du personnel du centre de ressources afin d'éviter toute source de conflit d'autorité ;

2° des personnes qui appartiennent à la même famille à savoir conjoints, cohabitants légaux et parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclus, à concurrence de plus d'un tiers de ses membres afin d'éviter tout conflit d'intérêts ;

3° des personnes apparentées aux membres du personnel jusqu'au troisième degré inclus, à concurrence de plus d'un cinquième de ses membres.

Art. 831/206. § 1^{er}. Le centre de ressources :

1° possède une autonomie technique, budgétaire et comptable ainsi qu'une gestion administrative de nature à permettre tant l'exécution de sa mission que le contrôle de celle-ci par l'Agence ;

2° est dirigé par un directeur, personne physique sous contrat de travail, et habilitée à assurer, en vertu d'une délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur et sous la responsabilité de celui-ci ou du directeur général de l'entité administrative, la gestion journalière du centre de ressources, telle que visée à l'article 469/4.

§ 2. Le directeur assure en permanence la direction effective du centre de ressources. S'il n'est pas présent, un membre du personnel délégué à cet effet prend les dispositions utiles en cas d'urgence et répond aux demandes tant internes qu'externes.

§ 3. En cas de manquement ou d'irrégularité dans l'exécution du mandat confié au directeur du centre de ressources, l'Agence invite, par envoi recommandé et dans le délai que l'Agence précise, le pouvoir organisateur à prendre les décisions qui s'imposent.

Si à l'expiration du délai visé à l'alinéa 1^{er}, fixé par l'Agence, les décisions visées à l'alinéa 1^{er} n'ont pas été prises, l'Agence saisit le ministre qui retire, suspend ou limite temporairement la durée de l'agrément conformément à l'article 475.

Art. 831/207. Le centre de ressources transmet par voie électronique, à la demande de l'Agence, tous documents nécessaires, adéquats et proportionnés à l'exercice de son contrôle, les comptes annuels, les documents nécessaires au calcul des différentes subventions, le cadastre de l'emploi, le rapport d'activités, le plan de formation.

Art. 831/208. A la demande de l'Agence, le centre de ressources soumis à l'obligation de disposer d'un organe de consultation ou de concertation, communique le bilan social tel que défini par l'arrêté royal du 4 août 1996 relatif au bilan social, les comptes annuels, le rapport d'activités ainsi que le plan de formation, au conseil d'entreprise ou à défaut à la délégation syndicale.

Art. 831/209. Le centre de ressources mentionne la référence de l'agrément par l'Agence sur tous les actes et les autres documents, les publicités et les affichages qui émanent du centre de ressources.

Art. 831/210. Le centre de ressources tient une comptabilité et établit ses comptes annuels conformément aux règles comptables particulières qui lui sont imposées en raison de sa qualité de service agréé par l'Agence ou par tout autre pouvoir subsidiant ou, à défaut, en raison de son statut juridique.

Art. 831/211. § 1^{er}. Les comptes annuels de chaque centre de ressources sont transmis à l'Agence au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice comptable.

§ 2. Les comptes sont accompagnés d'une liste exhaustive des entités liées.

L'Agence consulte la comptabilité des entités liées, à laquelle elle a accès sur simple demande.

§ 3. L'exercice comptable correspond à l'année civile.

Art. 831/212. Le centre de ressources est en mesure de prouver qu'il a satisfait à toutes les obligations fiscales et sociales.

Art. 831/213. Le centre de ressources est couvert par une assurance en responsabilité civile pour toutes les activités posées sous sa responsabilité.

Art. 831/214. Le centre de ressources informe l'Agence, dans le courant du mois qui suit au plus tard, si un changement se produit au niveau :

- 1° des statuts publiés ou déposés au greffe ;
- 2° de la composition du conseil d'administration ;
- 3° de la direction du centre de ressources.

Section 5. — Subventionnement

Sous-section 1ère. — Dispositions générales

Art. 831/215. Dans les limites des crédits budgétaires, il peut être accordé aux centres de ressources :

- 1° une subvention annuelle ;
- 2° un supplément pour ancienneté pécuniaire ;
- 3° une subvention spécifique en vue de rencontrer les dispositions de l'accord-cadre relatif au non marchand privé et public, en ce qui concerne l'augmentation de la prime de fin d'année ;
- 4° une subvention spécifique en vue de rencontrer les dispositions de l'accord-cadre 2010-2011 relatif au non marchand privé, en ce qui concerne le supplément de subvention réservé au financement de formations.

Les montants visés à aux articles 831/221 et 821/222 et à l'annexe 83/22 sont liés à l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique, à savoir 123,14 en date du 1^{er} janvier 2023 (base 2013).

Le centre de ressources agréé pour la réalisation des activités prévues à l'article 831/195, alinéa 1^{er}, 3°, perçoit ces montants en tant que compensation de service public. Cette compensation ne peut excéder ce qui est nécessaire à la réalisation de la mission de service public réalisée, en ce compris un bénéfice raisonnable, conformément à la Décision 2012/21.

Sous-section 2. — Subvention annuelle

Art. 831/216. La subvention annuelle est destinée à couvrir :

- 1° les charges de fonctionnement ;
- 2° les charges de personnel ;
- 3° les charges d'achat de matériel lorsque le centre de ressources assure le maintien d'une cellule de prêt de matériel et d'accompagnement visé à l'article 831/195.

Art. 831/217. La subvention annuelle correspond à l'addition des montants suivants :

- 1° la multiplication du nombre total d'heures de prestations pour lequel le centre de ressources est agréé par le coût théorique d'une heure de prestation pour une ancienneté de zéro année, mentionné à l'annexe 83/22 ;
- 2° un montant de 175.000 € destiné à couvrir les charges d'achat de matériel lorsque le centre de ressources assure le maintien d'une cellule de prêt de matériel tel que visé à l'article 831/195, 3°, c).

Art. 831/218. § 1^{er}. La subvention annuelle est liquidée anticipativement par mensualités durant l'exercice d'attribution.

Les mensualités sont automatiquement ajustées le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique.

§ 2. Le montant visé au 2° de l'article 831/217 est liquidé en deux tranches de 70.000 € et un solde 35.000 €, selon les modalités suivantes :

- 1° la première tranche est liquidée anticipativement durant l'exercice d'attribution ;
- 2° la deuxième tranche est liquidée après justification de la première tranche ;
- 3° le solde est liquidé après justification de la deuxième tranche. Les dépenses effectuées dans le cadre de ce solde sont contrôlées sur base des pièces justificatives.

L'Agence peut exiger le remboursement de tout ou partie de la subvention si celle-ci n'a pas été utilisée aux fins pour lesquelles elle a été accordée.

L'ensemble des justificatifs doit être envoyé à l'Agence par voie électronique pour le 31 décembre de l'année en cours au plus tard.

Sous-section 3. — Supplément pour ancienneté pécuniaire du personnel

Art. 831/219. § 1^{er}. Un supplément de subvention de personnel est octroyé aux centres de ressources dont l'ancienneté pécuniaire moyenne pour l'ensemble du personnel est, au terme de l'année d'attribution, supérieure à zéro.

§ 2. Au terme de chaque année d'attribution, le service transmet à l'Agence pour le 31 mars au plus tard une liste du personnel qu'il a occupé et qu'il a rémunéré durant cette année. Cette liste est établie selon un modèle défini par l'Agence.

Sauf cas de force majeure, le non-respect de ce délai est sanctionné comme suit :

1° une pénalité égale à un millième de la subvention annuelle à recevoir par jour de retard. Sans préjudice de cette pénalité, l'Agence adresse, au plus tard le 21^{ème} jour de retard, un rappel par envoi recommandé ;

2° si le cadastre de l'emploi n'est pas parvenu dans les dix jours de la réception du rappel, la subvention annuelle du centre de ressources est fixée à nonante pour cent du montant auquel il pouvait prétendre l'année antérieure à l'exercice et ce, au prorata du nombre d'heures agréées.

L'ancienneté pécuniaire à prendre en considération pour chaque membre du personnel est celle à laquelle il peut prétendre au 31 décembre de l'exercice auquel se rapporte la subvention, pondérée par le volume de prestations rémunérées.

Pour les membres du personnel qui ont quitté le centre de ressources avant cette date, l'ancienneté pécuniaire à prendre en compte est celle à laquelle il peut prétendre à la date de sortie, pondérée par le volume de prestations rémunérées.

Afin de déterminer l'ancienneté pécuniaire moyenne, le total des anciennetés pondérées est divisé par le total des volumes de prestations rémunérées du personnel. Le résultat de la division est ensuite diminué d'une demi-année d'ancienneté.

§ 3. Le supplément est accordé à concurrence du nombre total d'heures de prestations pour lequel le centre de ressources est agréé multiplié par la différence entre le coût théorique d'une heure de prestations, à l'ancienneté observée, et ce même coût pour une ancienneté de zéro année, mentionnés à l'annexe 83/22.

Art. 831/220. Le supplément pour ancienneté est liquidé anticipativement par mensualités durant l'exercice d'attribution.

Les mensualités sont automatiquement ajustées le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique.

Si l'année suivante, l'ancienneté observée relative à l'exercice d'attribution est inférieure ou supérieure à celle qui a servi de base à l'octroi des avances, le supplément pour ancienneté octroyé est rectifié.

Sous-section 4. — Subvention spécifique en vue de rencontrer les dispositions des accords-cadres 2010-2011 et 2018-2020 relatif au non marchand privé et de l'accord cadre 2018-2020 relatif au non marchand public, en ce qui concerne l'augmentation de la prime de fin d'année

Art. 831/221. § 1^{er}. L'Agence verse aux centres de ressources une subvention spécifique qui leur permet de financer l'augmentation de la prime de fin d'année du personnel.

§ 2. Chaque année, pour les centres de ressources qui dépendent du secteur privé, le montant de la subvention visée au paragraphe 1^{er} est fixé à un montant de 719,15 euros, multiplié par le nombre d'équivalents temps plein réels pour l'ensemble du personnel du centre de ressources, déterminé sur base du total des heures rémunérées du cadastre de l'emploi de l'année précédente.

Chaque année, pour les centres de ressources qui dépendent du secteur public, le montant de la subvention visée au paragraphe 1^{er} est fixé à un montant de 585,83 euros, multiplié par le nombre d'équivalents temps plein réels pour l'ensemble du personnel du centre de ressources, déterminé sur base du total des heures rémunérées du cadastre de l'emploi de l'année précédente.

Sous-section 5. — Subvention spécifique en vue de rencontrer les dispositions de l'accord-cadre 2010-2011 relatif au non marchand privé en ce qui concerne le supplément de subvention réservé au financement de formations.

Art. 831/222. L'Agence verse aux centres de ressources une subvention spécifique qui leur permet de financer le supplément de subvention réservé au financement de formations.

Chaque année, pour les centres de ressources qui dépendent du secteur privé, le montant de la subvention visée au paragraphe 1^{er} est fixé à un montant de 43,76 euros multiplié par le nombre d'équivalents temps plein réels pour l'ensemble du personnel du centre de ressources, déterminé sur la base du total des heures rémunérées du cadastre de l'emploi de l'année précédente.

Sous-section 6. — Contrôle des subventions

Art. 831/223. § 1^{er}. Au terme de chaque année, si, sur base des cadastres de l'emploi, le total des heures rémunérées pour le personnel est inférieur au nombre global des heures de prestation pour lequel le centre de ressources est agréé multiplié par un virgule vingt-quatre, l'Agence lui notifie le montant de la somme à récupérer.

Le montant de la somme à récupérer visé à l'alinéa 1^{er} est la différence entre la moyenne annuelle du nombre global des heures de prestations pour lequel le centre de ressources est agréé multiplié par un virgule vingt-quatre et la moyenne annuelle du total des heures rémunérées du personnel éducatif, multipliée par la moyenne sur la période du coût d'une heure de prestation visé à l'annexe 83/22. La récupération est effectuée à partir du premier jour du mois qui suit la date de notification.

§ 2. Les modalités de contrôle de l'utilisation des subventions sont celles visées aux articles 474/3 à 474/5. Par dérogation à ce qui précède, le contrôle du montant visé à l'article 831/217, 2°, porte sur la vérification que les achats effectués par le centre de ressources sont constitutifs d'un produit d'assistance tel que défini à l'article 784, 2°.

§ 3. S'il est constaté par l'Agence que la compensation de service public excède ce qui est nécessaire pour la réalisation des activités prévues à l'article 831/195, alinéa 1^{er}, 3°, en ce compris un bénéfice raisonnable, l'Agence récupère la part excédentaire de la subvention. Si la part excédentaire est inférieure à dix pour cent de la subvention annuelle, les montants à récupérer sont déduits de la subvention suivante, conformément à la Décision 2012/21. ».

CHAPITRE IV — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 4. L'article 468 du même code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 2021, est complété par les mots : « ni aux centres de ressources visés au Livre 5, Titre 7, Chapitre X. ».

Art. 5. Dans l'article 469/1 du même code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, les mots « et 10 » sont insérés entre les mots « 9 » et les mots « XI, XII, XII/1, XII/2. ».

Art. 6. À l'article 469/2 du même code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Cette entité administrative adapte son projet de service en conséquence au plus tard un an à dater de l'intégration du nouveau service. » ;

2° l'article est complété par deux paragraphes rédigés comme suit :

« § 8. Par dérogation au paragraphe 1^{er} les services visés au chapitre X du Titre VII ne faisant pas partie d'une entité administrative respectent un projet de service selon le modèle défini à l'annexe 83/21.

§ 9. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, à l'exception des services visés aux paragraphes 5, 6, 7 et 8, les nouveaux services qui obtiennent un premier agrément à durée déterminée en cours de sexennat fournissent un projet de service, selon le modèle prévu à l'annexe 45/2, dans les six mois qui suivent l'obtention de leur premier agrément. Cependant, le volet relatif au contrat d'objectifs est complété au plus tard un an à dater de l'entrée en vigueur de l'agrément à durée indéterminée. Le terme du premier contrat d'objectifs est fixé conformément à la disposition de l'article 1394/19, alinéa 2. ».

Art. 7. Dans l'article 474/2 du même code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, les mots « et 10 » sont insérés entre les mots « 9 » et les mots « XI, XII, XII/1 et XII/2. ».

Art. 8. A l'article 474/3 du même code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La première période d'évaluation financière débute le 1^{er} janvier 2019 et se termine le 31 décembre 2024. » ;

2° l'article est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Les nouveaux services agréés après le 1^{er} janvier 2019 intègrent le sexennat financier qui est en cours. ».

Art. 9. Dans le même code, il est inséré un article 1384/8 rédigé comme suit :

« Art. 1384/8. Une évaluation du dispositif d'agrément et de subventionnement du chapitre X est réalisée au terme de la troisième année civile complète de son application. ».

Art. 10. Dans le même code, l'annexe 45/1 est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 11. Dans le même Code, il est inséré les annexes 83/21 et 83/22 qui sont jointes en annexe 1^{re} et 3 du présent arrêté.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Le Ministre qui a l'action sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 7 septembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

ANNEXE n°1**Annexe 83/21 - Projet de service visé à l'article 831/200****LE PROJET DE SERVICE DES CENTRES DE RESSOURCES – MODÈLE**

1. Cadre institutionnel
 - a. Coordonnées
 - b. Historique du projet
 - c. Contexte institutionnel
 - d. Philosophie du service (valeurs et vision)
2. Cadre d'intervention
 - a. Zone géographique d'intervention
 - c. Participation financière
 - d. Public cible concerné
3. Organisation du service
 - a. Heures d'ouverture ou de permanence
 - b. Organisation du travail
 - c. Prestations proposées
4. Plan de formation
5. Description des choix méthodologiques
 - a) Analyse de la demande
Par exemple : quels sont les besoins identifiés et comment y répondez-vous ?
 - b) Outils et ressources spécifiques
Par exemple : Quels sont les outils mis en place pour rencontrer les demandes ?
6. Méthode d'évaluation
 - a. Evaluation du service dans l'ensemble de ses missions
7. Les conclusions et démarches liées aux résultats de l'autoévaluation »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2023 relatif à l'agrément et au subventionnement des centres de ressources, modifiant l'article 283 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et insérant un Chapitre X intitulé « Centre de ressources », comportant les articles 831/192 à 831/223 dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VII.

Namur, le 7 septembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

ANNEXE n° 2

« Annexe n°45/1 - Liste des documents visés à l'article 474/1

Liste des documents	A c H é ¹	A M V ²	C FI S P A ³	E T A ⁴	SA PF AE +A PC ⁵	SA N ⁶
1. Les modifications aux statuts publiées ou déposées au greffe depuis les 5 dernières années	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
2. La liste des membres du CA en cas de changement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3. La liste des membres de l'AG en cas de changement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4. Projet pédagogique visé à l'article 914	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Dernier rapport d'activités en date	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Projet de service visé à l'article 469/2	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
7. Règlement d'Ordre Intérieur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
8. Rapport du Service d'Incendie valable. • Sauf pour les Services de Logements Supervisés visés à l'article 1200.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
9. Si changement de direction : Diplôme, Délégation de pouvoir écrite, Attestation d'expérience et Curriculum vitae	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

¹ **AcHé :**

Service Résidentiel pour Jeunes visé à l'article 1314/98

Service Résidentiel pour Adultes visé à l'article 1198

Service Résidentiel de Nuit pour Adultes visé à l'article 1199

Service de Logements Supervisés visé à l'article 1200

Service d'Accueil Spécialisé pour Jeunes visé à l'article 1314/3

Service d'Accueil de Jour pour Adultes visé à l'article 1314/4

² **AMV :**

Service d'accompagnement en Accueil de type Familial visé à l'article 476, 2°

Service d'Accompagnement visés à l'article 545, 3°

Service d'Aide aux activités Journalières visé à l'article 725, 3°
Service de Répit visé à l'article 831/1, 3°
Service d'Interprétation en Langue des signes visé à l'article 831/77
Dispositif mobile de soutien à l'inclusion visé à l'article 831/124, 2°
Centre de ressources visé à l'article 831/192

³ **CFISPA :**

Centre de Formation et d'Insertion Socio-professionnelle Adapté visé à l'article 905, 1°

⁴ **ETA :**

Entreprise de Travail Adapté visée à l'article 992

⁵ **SAFAE +APC :**

Service Agréé et Financé par des Autorités Etrangères visé à l'article 1369/8
Service en Autorisation de prise en charge visé à l'article 1350

⁶ **SAN :**

Service qui organise des activités pour personnes handicapées visé à l'article 1315 ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2023 relatif à l'agrément et au subventionnement des centres de ressources, modifiant l'article 283 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et insérant un Chapitre X intitulé « Centre de ressources », comportant les articles 831/192 à 831/223 dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VII.

Namur, le 7 septembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

ANNEXE n° 3

« Annexe n°83/22. Coût théorique d'une heure de prestation selon l'ancienneté moyenne des centres de ressources mentionnés au Chapitre X intitulé « Centre de ressources », comportant les articles 831/192 à 831/223 dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VII. »

Ancienneté (ans)	Coût théorique d'une heure de prestation
0	53,56 EUR
1	57,13 EUR
2	57,18 EUR
3	58,99 EUR
4	59,03 EUR
5	60,84 EUR
6	60,91 EUR
7	67,21 EUR
8	67,26 EUR
9	69,14 EUR
10	70,31 EUR
11	72,18 EUR
12	72,24 EUR
13	74,11 EUR
14	74,18 EUR
15	76,05 EUR
16	80,11 EUR
17	81,98 EUR
18	82,05 EUR
19	83,92 EUR
20	83,98 EUR
21	85,85 EUR
22	85,92 EUR
23	87,79 EUR
24	87,85 EUR
25	89,08 EUR
26	89,15 EUR
27	90,36 EUR
28	90,43 EUR
29 et +	90,50 EUR

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2023 relatif à l'agrément et au subventionnement des centres de ressources, modifiant l'article 283 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et insérant un Chapitre X intitulé « Centre de ressources », comportant les articles 831/192 à 831/223 dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VII.

Namur, le 7 septembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/46470]

7 SEPTEMBER 2023. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de erkenning en de subsidiëring van de kenniscentra, tot wijziging van artikel 283 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en tot invoeging van een Hoofdstuk X met als opschrift "Kenniscentrum", dat de artikelen 831/192 tot 831/223 omvat, in het reglementair Deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Tweede Deel, Boek V, Titel VII

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op artikel 283, leden 1 tot en met 3, gewijzigd bij het decreet van 3 december 2020, en artikel 285;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 maart 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 maart 2023;

Gelet op het rapport van 30 maart 2023 opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2016 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 1995 van de Grondwet;

Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan van 6 april 2023 en het overleg in het intra-Franstalige ministerieel comité voor overleg van 6 april 2023;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 24 maart 2023 ;

Gelet op het advies van het branchecomité "Handicap" van het Agentschap, gegeven op 16 mei 2023;

Gelet op het advies van de "Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap" (Waalse adviesraad voor personen met een handicap), gegeven op 20 april 2023;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 10 juli 2023 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat voorafgaand aan de uitvoering van de in dit besluit voorziene acties een oproep tot het indienen van projecten moet worden gelanceerd en dat deze acties snel moeten worden uitgevoerd om vóór eind 2023 de door de Waalse Regering voor deze regeling ter beschikking gestelde middelen te kunnen toewijzen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

HOOFDSTUK II — Wijzigingen in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Art. 2. Artikel 283, tweede lid, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 3 december 2020, wordt aangevuld met een punt 20°, luidend als volgt :

"20°kenniscentra."

HOOFDSTUK III — Wijzigingen in het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Art. 3. In het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, tweede deel, Boek V, Titel VII, wordt een Hoofdstuk X ingevoegd, dat de artikelen 831/192 tot 831/223 omvat, luidend als volgt:

"HOOFDSTUK X. Kenniscentra

Afdeling 1.- — Algemene bepalingen

Art. 831/192. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° Agentschap: het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen) bedoeld in artikel 2, § 1, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

2° kenniscentrum: de dienst die toezicht houdt, informatie geeft, opleidingen verzorgt en sensibiliseert rond aanverwante thema's;

3° tewerkstellingskadaster: de lijst van het personeel van het kenniscentrum die op het einde van elk jaar wordt opgesteld;

4° persoon met een handicap: een persoon zoals bedoeld in artikel 261 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

5° naasten: elke persoon die een band heeft met de persoon met een handicap;

6° Minister: de Minister bevoegd voor Sociale Actie;

7° Besluit 2012/21: Besluit van de Commissie van 20 december 2011 betreffende de toepassing van artikel 106, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op staatssteun in de vorm van compensatie voor de openbare dienst, verleend aan bepaalde met het beheer van diensten van algemeen economisch belang belaste ondernemingen.

Afdeling 2. — Opdrachten

Art. 831/193. Het kenniscentrum zet instrumenten op om alle betrokkenen in staat te stellen hulp te krijgen die is afgestemd op hun behoeften.

Het kenniscentrum werkt voornamelijk met :

- 1° elke persoon met een handicap en zijn naasten;
- 2° professionals in de gehandicaptensector en diensten voor het grote publiek;
- 3° het grote publiek.

Art. 831/194. Afhankelijk van het specifieke thema waarvoor het erkend is, heeft het kenniscentrum als algemene opdracht:

- 1° een informatie- en documentatiecentrum op te richten;
- 2° personen met een handicap en hun naasten te sensibiliseren, te informeren, te begeleiden en te ondersteunen;
- 3° professionals of toekomstige professionals te sensibiliseren, te informeren en op te leiden met het oog op het verbeteren van hun vaardigheden;
- 4° acties van algemeen belang te ontwikkelen om zijn specifieke thema beter bekend te maken bij het grote publiek;
- 5° een netwerk van partnerschappen te ontwikkelen met algemene of gespecialiseerde diensten die op een of andere manier betrokken zijn bij het dagelijkse leven van personen met een handicap.

Art. 831/195. Afhankelijk van het specifieke thema waarvoor het erkend is, heeft het kenniscentrum de volgende specifieke opdrachten:

- 1° voor het specifieke thema met betrekking tot de problemen van mensen met cerebrale parese:
 - a) voorzien in een interdisciplinaire onthaal- en informatiepunt voor personen met cerebrale parese, door in te spelen op hun individuele problemen en die van hun naasten, en door zich ertoe te verbinden alle vragen te ontvangen van personen met cerebrale parese, hun naasten of de diensten die hen ondersteunen ;
 - b) mensen met cerebrale parese die contact opnemen met de dienst, begeleiding en follow-up bieden na de beoordeling van de aanvraag, waarbij gebruik wordt gemaakt van de vaardigheden en specifieke kenmerken van de verschillende partners binnen het bestaande netwerk;
 - c) een netwerk van partnerschappen ontwikkelen met ziekenhuizen, door het Agentschap erkende of gesubsidieerde diensten, psychosociale diensten en verenigingen;
 - d) expertise ontwikkelen op het gebied van beoordeling en ondersteuning, en helpen bij het opbouwen van een gepersonaliseerd traject;
 - e) zorgen voor consistentie van interventies tussen professionals en partners in het netwerk dat de wederopbouw van individuen ondersteunt;
 - f) missies van algemeen belang ontwikkelen om het bewustzijn over verworven hersenletsel te vergroten;
 - g) een observatiecentrum oprichten dat, door middel van statistische studies van de vraag, het mogelijk maakt om de regionale behoeften te detecteren en deel te nemen aan de analyse van de te verstrekken antwoorden, door te reageren op verzoeken om bijstand van het Waalse Gewest en het Agentschap;
 - h) een informatie- en documentatiecentrum oprichten;
- 2° voor het specifieke thema van de aankondiging van een handicap:
 - a) professionals bewustmaken en opleiden om de omstandigheden te verbeteren waaronder de diagnose van een handicap wordt gesteld en om personen met een handicap en hun gezinnen beter te ondersteunen vanaf het moment dat de diagnose wordt gesteld;
 - b) personen met een handicap en hun naasten informeren en ondersteunen met behulp van specifieke instrumenten;
 - c) een website ontwikkelen, bijwerken en onderhouden;
 - d) conferenties organiseren en eraan deelnemen;
- 3° voor het specifieke thema informatie- en communicatietechnologieën :
 - a) het ter beschikking stellen aan personen met een handicap van hulpmiddelen voor informatie, communicatie, bewegwijzering en domotica, en van alle accessoires die bij het gebruik van deze hulpmiddelen horen, met het oog op het uittesten van de hulpmiddelen in de lokalen van het kenniscentrum, bij de personen thuis of naargelang de situatie;
 - b) gepersonaliseerde evaluatierapporten opstellen om de geschiktheid van de voorgestelde technologische oplossingen in verhouding tot de geïdentificeerde behoeften te meten;
 - c) een cel voor het uitlenen van apparatuur en voor begeleiding beheren om te reageren op noodsituaties die verband houden met het progressieve karakter van bepaalde gezondheidsproblemen of die gericht zijn op het door het Agentschap gedefinieerde doelpubliek, en, in het kader van cel voor het uitlenen van apparatuur en voor begeleiding, producten aanschaffen en onderhouden die helpen bij informatie, communicatie, signalering en domotica, evenals alle accessoires die verband houden met het gebruik van deze producten.
- 4° voor het specifieke thema van het emotionele, relationele en seksuele leven van mensen met een handicap of geestesziekte:
 - a) de naleving van het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap aanmoedigen door het relationele, relationele en seksuele leven van personen met een handicap te bevorderen;
 - b) de naleving van de bepalingen van de Wereldgezondheidsorganisatie over seksualiteit aanmoedigen, die een sleutelfactor is voor iemands algemene gezondheid;
 - c) luisteren naar, informeren en begeleiden van mensen met een handicap of geestesziekte die dat willen, hun familie en vrienden en professionals, door middel van telefonische hulplijnen, interviews, de website en sociale netwerken;
 - d) het beschikbaar stellen van een documentatiecentrum en gespecialiseerde leermiddelen voor het grote publiek over relationeel, emotioneel en seksueel leven en ondersteuning bij ouderschap;
 - e) het sensibiliseren en informeren van de organisaties of diensten die tot taak hebben personen met een handicap of psychische aandoening te ondersteunen, te verwelkomen en op te vangen;
 - f) het grote publiek, scholen, gezinnen en alle belanghebbende partijen sensibiliseren;
 - g) acties, studies en onderzoeken volgens de verzoeken uitvoeren of ondersteunen die gericht zijn op de ontwikkeling van beroepspraktijken;

h) initiatieven die het relationele, emotionele en seksuele leven van mensen met een handicap of psychische aandoening helpen verbeteren, faciliteren, aanmoedigen en bevorderen;

i) de inclusie bevorderen van personen met een handicap die het slachtoffer zijn van structureel of discriminerend geweld door netwerken met gespecialiseerde diensten te organiseren;

m) het op verzoek aanbieden van training in school- of andere onderwijsprogramma's;

j) participatieve beurzen of festivals organiseren;

5° voor het specifieke thema dat betrekking heeft op de bijzondere problemen van personen met een meervoudige handicap :

a) aan gezinnen en mantelzorgers van personen met een meervoudige handicap die contact opnemen met de dienst, begeleiding, informatie en ondersteuning bieden die rekening houden met de individuele kenmerken van elke situatie, waarbij een beroep wordt gedaan op de vaardigheden en specifieke kenmerken van de verschillende partners binnen het bestaande netwerk;

b) conferenties en andere terugkerende of eenmalige evenementen over diverse thema's met betrekking tot meervoudige handicaps organiseren en daaraan deelnemen;

c) bewustmaking en opleiding van het grote publiek, professionals en gezinnen over een reeks onderwerpen die verband houden met meervoudige handicaps, teneinde de voortdurende ontwikkeling van vaardigheden en de overdracht van ervaring te stimuleren;

d) het opzetten van een informatie- en documentatiecentrum over meervoudige handicaps;

e) het op verzoek uitvoeren of ondersteunen van acties, studies en onderzoek gericht op :

- het identificeren van relevante onderzoeksvraagstukken en -vragen ;

- het ontwikkelen van programma's, strategieën en werkmethoden die de kwaliteit van leven en de kwaliteit van ondersteuning voor meervoudig gehandicapten, zowel kinderen als volwassenen, bevorderen;

- het produceren en verspreiden van publicaties;

6° voor het specifieke thema dat verband houdt met de bijzondere problematiek van personen met een autismespectrumstoornis :

a) voorzien in een interdisciplinair onthaal- en informatiepunt voor personen met een autismespectrumstoornis, dat inspeelt op hun individuele problemen en die van hun families ;

b) het coördineren van een lokaal zorgnetwerk rond de persoon met een autismespectrumstoornis en zijn naasten, en het opzetten van een project in samenwerking met de verschillende partners, om integratie te bevorderen en de autonomie van de persoon te ondersteunen;

c) mensen met een autismespectrumstoornis en hun gezinnen die contact opnemen met de dienst, begeleiding en follow-up bieden na beoordeling van de aanvraag, waarbij gebruik wordt gemaakt van de vaardigheden en specifieke kenmerken van de verschillende partners binnen het bestaande netwerk;

d) een netwerk ontwikkelen van partnerschappen met diensten die zijn goedgekeurd of worden gesubsidieerd door het Agentschap, psychosociale diensten, verenigingen, ziekenhuizen, enz;

e) missies van algemeen belang ontwikkelen die gericht zijn op het vergroten van het bewustzijn over autismespectrumstoornissen;

f) een informatie- en documentatiecentrum over autismespectrumstoornissen opzetten.

Afdeling 3. — Programmering

Art. 831/196. Het aantal kenniscentra kan evenwel evolueren als de daartoe bestemde aanvullende kredieten door de Waalse Regering vrijgemaakt worden.

Op verzoek van de Regering zal het Agentschap een programmeringsvoorstel indienen in overeenstemming met de procedures en het tijdschema die door de Regering zijn vastgesteld.

De Regering legt de programmering voor de dienstoprichting vast.

Afdeling 4. — Erkenning

Art. 831/197. § 1. De erkenningsprocedure verloopt in twee fasen:

1° een fase voor de selectie van de kandidaturen ;

2° een fase voor de erkenning van de geselecteerde kandidaturen.

§ 2. Binnen de perken van de programmering vastgesteld in artikel 831/196, doet de Minister een kandidatenoproep waarin de selectiecriteria en de termijnen voor het indienen van de aanvraag en voor het meedelen van de beslissing van de Minister zijn vermeld, en wijst hij de leden van de selectiejury aan.

De selectiejury onderzoekt de kandidaturen en brengt advies uit bij het Agentschap.

Het Agentschap legt de Minister een voorstel tot beslissing m.b.t. de geselecteerde kandidaturen voor.

Het Agentschap licht de kandidaten over de beslissing van de Minister in.

Art. 831/198. Om erkend te worden, dient het geselecteerde kenniscentrum een aanvraag tot erkenning bij het Agentschap in.

De erkenningsaanvraag gaat vergezeld van de volgende stukken en gegevens:

1° het dienstverleningsproject van het kenniscentrum;

2° de identiteit van de directeur van het centrum, vergezeld van een schriftelijke bevoegdheidsdelegatie van de inrichtende overheid en een kopie van zijn diploma's en getuigschriften ;

3° een verklaring waaruit blijkt dat de samenstelling van de raad van bestuur in overeenstemming is met artikel 831/248 en het decreet van 9 januari 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in de raden van bestuur van de door het Waalse Gewest erkende privé-instellingen;

4° het inschrijvingsnummer bij de R.S.Z. en het ondernemingsnummer van de vzw of stichting van openbaar nut die het kenniscentrum beheert.

Zodra de erkenningsaanvraag volledig is, onderzoekt het Agentschap de aanvraag en legt het de voorgestelde erkenningsbeslissing voor aan de Minister, die binnen een termijn van zes maanden een beslissing neemt.

Art. 831/199. De erkenningsbeslissing vermeldt de duur van de erkenning, het specifieke thema en het minimumaantal uren dienstverlening.

Het kenniscentrum dat erkend is om de activiteiten bedoeld in artikel 831/195, eerste lid, 3°, uit te voeren, voert deze activiteiten uit in het kader van een mandaat als dienst van algemeen economisch belang overeenkomstig artikel 2.1, c), van Beschikking 2012/21.

Art. 831/200. In overleg met de personeelsleden stelt de directeur van het kenniscentrum een dienstverleningsplan gebaseerd op het model in bijlage 83/21 op.

Het dienstverleningsplan wordt elke zes jaar bijgewerkt, rekening houdend met de resultaten van de zelfevaluatie.

Het dienstverleningsplan van het kenniscentrum en de bijwerkingen ervan worden onder de aandacht gebracht van alle leden van de vereniging zonder winstoogmerk of stichting van openbaar nut en het personeel van het kenniscentrum. Deze documenten zijn te allen tijde voor hen beschikbaar.

Art. 831/201. Aan het einde van elk kalenderjaar zendt het kenniscentrum het Agentschap zijn activiteitenverslag volgens een door het Agentschap opgesteld model.

Het activiteitenverslag wordt uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het referentiejaar van het activiteitenverslag elektronisch verzonden.

Art. 831/202. In overleg met de personeelsleden voert het kenniscentrum om de zes jaar een zelfevaluatie uit.

In de zelfevaluatie zet het kenniscentrum zijn methodologie uiteen, rekening houdend met :

- 1° de wijze waarop de gegevens over de kwaliteit van de activiteiten ingezameld en geregistreerd worden;
- 2° de wijze waarop de onder 1° vermelde gegevens gebruikt worden om doelstellingen inzake kwaliteitsverbetering te formuleren en het dienstverleningsproject aan te passen;
- 3° de roadmap en het tijdsplan die het kenniscentrum volgt om de doelstellingen bedoeld in 2° te bereiken;
- 4° de stappen die het kenniscentrum onderneemt wanneer een doelstelling niet wordt bereikt.

De resultaten van de zelfevaluatie worden ter kennis gebracht van alle leden van de vzw of stichting van openbaar nut en van het personeel van het kenniscentrum.

Art. 831/203. Het personeel van het kenniscentrum heeft de kwalificaties en titels die vereist zijn volgens de paritaire commissie waaronder het ressorteert.

Als de paritaire commissie waaronder het personeel van het kenniscentrum ressorteert, niet voorziet in een directeur, is de directeur van het kenniscentrum in het bezit van een diploma of getuigschrift van hoger onderwijs.

Het kenniscentrum legt de afschriften van de diploma's, getuigschriften en attesten van de personeelsleden ter inzage van het Agentschap.

Art. 831/204. Steunend op het dienstverleningsproject stelt het kenniscentrum een personeelsvormingsplan over minstens drie jaar op.

Het vormingsplan omschrijft de doelen die nagestreefd worden door de ontwikkeling van de competenties van het personeel en omschrijft de criteria, nadere regels en de periodiciteit van de evaluatie.

Art. 831/205. De raad van bestuur van de vereniging zonder winstoogmerk of van de stichting van openbaar nut die het documentatiecentrum organiseert, bestaat niet uit:

- 1° personen die deel uitmaken van het personeel van het kenniscentrum om elke bron van gezagsconflicten te vermijden ;
- 2° personen die tot dezelfde familie behoren, d.w.z. echtgenoten, wettelijk samenwonenden en bloed- of aanverwanten tot en met de tweede graad, met een maximum van een derde van de leden, om elk belangenconflict te vermijden;
- 3° personen die verwant zijn met personeelsleden tot en met de derde graad, tot ten hoogste een vijfde van zijn leden.

Art. 831/206. § 1. Het kenniscentrum:

1° is autonoom op technisch, budgettair en boekhoudkundig vlak en beschikt over een administratief beheer van dien aard dat hij zijn opdracht kan uitvoeren en dat het Agentschap daarop controle kan uitoefenen;

2° staat onder de leiding van een directeur, natuurlijke persoon onder arbeidscontract en bevoegd om, overeenkomstig een schriftelijke overdracht van bevoegdheden door de inrichtende macht en onder haar verantwoordelijkheid of die van de directeur-generaal van de administratieve entiteit, het dagelijks beheer van het kenniscentrum waar te nemen, zoals bedoeld in artikel 469/4.

§ 2. De directeur zorgt te allen tijde voor een doeltreffend beheer van het kenniscentrum. Als hij niet aanwezig is, neemt een daartoe gedelegeerd personeelslid de nodige maatregelen in geval van nood en beantwoordt hij zowel interne als externe verzoeken.

§ 3. In geval van verzuim of onregelmatigheid in de uitvoering van het mandaat van de directeur van het kenniscentrum, verzoekt het Agentschap de inrichtende macht bij aangetekend schrijven en binnen de termijn die het Agentschap bepaalt om de nodige maatregelen te treffen.

Als de in lid 1 bedoelde beslissingen bij verstrijken van de termijn niet genomen zijn, maakt het Agentschap de aangelegenheid aanhangig bij de Minister, die de onbepaalde duur van de erkenning intrekt, opschort of in de tijd beperkt overeenkomstig artikel 475.

Art. 831/207. Op verzoek van het Agentschap stuurt het kenniscentrum langs elektronische weg alle documenten die nodig, passend en evenredig zijn voor de uitoefening van zijn controle, met inbegrip van de jaarrekeningen, de documenten die nodig zijn voor de berekening van de verschillende subsidies, het tewerkstellingskadaster, het activiteitenverslag en het opleidingsplan.

Art. 831/208. Op verzoek van het Agentschap deelt het kenniscentrum dat onderworpen is aan de verplichting over een raadplegings- of overlegorgaan te beschikken, de sociale balans zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 4 augustus 1996 betreffende de sociale balans, alsook de jaarrekeningen, de balans van de activiteiten en het vormingsprogramma mee aan de ondernemingsraad of, bij ontstentenis daarvan, aan de vakbondsafvaardiging.

Art. 831/209. Het kenniscentrum vermeldt de referentie van de door het Agentschap verleende erkenning op alle akten en overige stukken, publiciteitsfolders en aanplakkingen die van het kenniscentrum uitgaan.

Art. 831/210. Het kenniscentrum voert een boekhouding en stelt zijn jaarrekening op volgens de specifieke boekhoudregels die het moet naleven uit hoofde van zijn statuut van door het Agentschap of een andere subsidiërende overheid erkende dienst of, bij gebreke daarvan, uit hoofde van zijn juridisch statuut.

Art. 831/211. § 1. De jaarrekeningen van elk kenniscentrum worden aan het Agentschap overgemaakt uiterlijk 30 juni van het jaar na het boekjaar.

§ 2. De rekeningen gaan vergezeld van een volledige lijst van de verbonden entiteiten.

Het Agentschap raadpleegt de boekhouding van de verbonden entiteiten, waartoe het op eenvoudig verzoek toegang heeft.

§ 3. Het boekjaar stemt overeen met het kalenderjaar.

Art. 831/212. Het kenniscentrum kan bewijzen dat het aan alle fiscale en sociale verplichtingen voldaan heeft.

Art. 831./213. Het kenniscentrum is gedekt door een burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering voor alle activiteiten die onder zijn verantwoordelijkheid gevoerd worden.

Art. 831/214. Het kenniscentrum licht het Agentschap in de loop van de daarop volgende maand in als er een verandering optreedt in:

- 1° de statuten, bekendgemaakt of ter griffie gedeponneerd ;
- 2° de samenstelling van de raad van bestuur;
- 3° de directie van het kenniscentrum.

Afdeling 5. — Subsidiëring

Onderafdeling 1 — Algemene bepalingen

Art. 831/215. Binnen de perken van de begrotingskredieten ontvangen de kenniscentra:

- 1° een jaarlijkse subsidie;
- 2° een toeslag wegens geldelijke anciënniteit;
- 3° een specifieke subsidie om te voldoen aan de bepalingen van de raamovereenkomst met betrekking tot de privé- en openbare non-profitsector, inzake de verhoging van de eindejaarspremie;
- 4° een specifieke subsidie om te voldoen aan de bepalingen van de kaderovereenkomst 2010-2011 met betrekking tot de private non-profitsector, voor wat betreft de bijkomende subsidie gereserveerd voor de financiering van opleidingen;

De bedragen opgenomen in artikelen 831/221 en 821/222 en in bijlage 83/22 zijn gekoppeld aan het spilindexcijfer dat als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt, namelijk 123,14 per 1 januari 2023 (basis 2013).

Het kenniscentrum dat erkend is om de activiteiten bedoeld in artikel 831/195, eerste lid, 3°, uit te voeren, ontvangt deze bedragen als compensatie voor de openbare dienst. Deze compensatie mag niet meer bedragen dan wat nodig is om de opdracht van openbare dienst uit te voeren, met inbegrip van een redelijke winst, overeenkomstig het besluit 2012/21.

Onderafdeling 2. — Jaarlijkse subsidie

Art. 831/216. De jaarlijkse subsidie dient ter dekking van :

- 1° de werkingskosten;
- 2° de personeelskosten;
- 3° de kosten voor de aankoop van materiaal wanneer het documentatiecentrum een dienst voor uitlening en ondersteuning van materiaal als bedoeld in artikel 831/195 onderhoudt.

Art. 831/217. De jaarlijkse subsidie is de som van de volgende bedragen:

- 1° het totale aantal uren dienstverlening waarvoor het kenniscentrum erkend is, vermenigvuldigd met de theoretische kostprijs van één uur dienstverlening bij een anciënniteit van nul jaar, vermeld in bijlage 83/22 ;
- 2° een bedrag van 175.000 € bestemd om de kosten voor de aankoop van materiaal te dekken wanneer het kenniscentrum een dienst voor uitlening van materiaal als bedoeld in artikel 831/195, 3°, c) onderhoudt.

Art. 831/218. § 1. De jaarlijkse subsidie wordt vooraf betaald in maandelijks schijven tijdens het boekjaar waarin ze wordt toegekend.

De maandelijks afbetalingen worden automatisch aangepast tijdens de tweede maand na de overschrijding van de basisindex die als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt.

§ 2. Het bedrag vermeld in 2° van artikel 831/217 wordt betaald in twee schijven van 70.000 euro en een saldo van 35.000 euro, als volgt:

- 1° de eerste schijf wordt vooraf betaald in de loop van het jaar van toekenning ;
- 2° de tweede schijf wordt betaald nadat de eerste schijf is verantwoord;
- 3° het saldo wordt betaald na verantwoording van de tweede schijf. De uitgaven voor dit saldo worden gecontroleerd aan de hand van bewijsstukken.

Het Agentschap kan de gehele of gedeeltelijke terugbetaling van de subsidie eisen als deze niet is gebruikt voor het doel waarvoor ze is toegekend.

Alle bewijsstukken moeten uiterlijk op 31 december van het lopende jaar elektronisch naar het Agentschap worden gestuurd.

Onderafdeling 3. — Toeslag wegens geldelijke anciënniteit van het personeel

Art. 831/219. § 1. Een subsidietoeslag voor het personeel wordt toegekend aan de kenniscentra waarvan de gemiddelde financiële anciënniteit voor alle personeelsleden aan het einde van het toekenningsjaar groter is dan nul.

§ 2. Aan het einde van elk toekenningsjaar stuurt de dienst het Agentschap uiterlijk op 31 maart een lijst van het personeel dat hij tijdens dat jaar in dienst heeft genomen en heeft betaald. Deze lijst wordt opgesteld volgens een door het Agentschap vastgesteld model.

Behoudens overmacht wordt de niet-naleving van die termijn gestraft als volgt:

1° een sanctie gelijk aan een duizendste van de jaarlijks te ontvangen subsidie voor elke dag vertraging. Onverminderd deze sanctie stuurt het Agentschap uiterlijk op de 21e dag van de vertraging per aangetekende brief een herinnering;

2° indien het tewerkstellingskadaster niet binnen tien dagen na de herinnering wordt ontvangen, wordt de jaarlijkse subsidie van het kennis centrum vastgesteld op 90% van het bedrag waarop het centrum recht had in het jaar vóór de uitoefening, naar rato van het aantal goedgekeurde uren.

De voor elk personeelslid in aanmerking te nemen geldelijke anciënniteit is die waarop het recht heeft op 31 december van het boekjaar dat het voorwerp is van de subsidie, gewogen met het volume van de bezoldigde dienstverleningen.

Voor de personeelsleden die het kenniscentrum vóór die datum verlaten hebben, is de in aanmerking te nemen geldelijke anciënniteit die waarop zij recht hebben op de uittredingsdatum, gewogen met het volume van de bezoldigde dienstverleningen.

Om de gemiddelde geldelijke anciënniteit te bepalen wordt het totaal van de gewogen anciënniteiten gedeeld door het totaal van de volumes van de bezoldigde dienstverstrekingen. Het resultaat van de splitsing wordt dan verminderd met een half jaar anciënniteit.

§ 3. De toeslag wordt toegekend ten belope van het totale aantal uren dienstverlening waarvoor het kenniscentrum erkend is, vermenigvuldigd met het verschil tussen de theoretische kosten van één uur dienstverleningen, bij de waargenomen anciënniteit, en deze zelfde kosten bij een anciënniteit van nul jaar, zoals vermeld in bijlage 83/22.

Art. 831/220. De anciënniteitstoelage wordt tijdens het toekenningsjaar voortijdig vereffend bij maandelijkse afbetalingen.

De maandelijkse afbetalingen worden automatisch aangepast tijdens de tweede maand na de overschrijding van de basisindex die als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt.

Indien in het volgende jaar de geconstateerde anciënniteit voor het jaar van toekenning kleiner of hoger is dan degene die als basis heeft gediend voor de toekenning van de voorschotten, wordt de toegekende toeslag aangepast.

Onderafdeling 4. — Specifieke Subsidie om te voldoen aan de bepalingen van de raamovereenkomsten 2010-2011 en 2018-2020 met betrekking tot de privé non-profitsector en de raamovereenkomst 2018-2020 betreffende de openbare non-profitsector, inzake de verhoging van de eindejaarspremie

Art. 831/221. § 1. Het Agentschap betaalt een specifieke subsidie aan de kenniscentra om hen in staat te stellen de verhoging van de eindejaarspremie voor het personeel te financieren.

§ 2. Voor de kenniscentra die afhankelijk zijn van de privé-sector, wordt het bedrag van de subsidie bedoeld in § 1 jaarlijks vastgesteld op een bedrag van 719,15 euro, vermenigvuldigd met het aantal reële voltijdsequivalenten voor het hele personeel van het kenniscentrum, vastgesteld op basis van het totale aantal bezoldigde uren in het kadaster van de tewerkstelling van het voorgaande jaar.

§ 2. Voor de kenniscentra die afhankelijk zijn van de openbare sector, wordt het bedrag van de subsidie bedoeld in § 1 jaarlijks vastgesteld op een bedrag van 585,83 euro, vermenigvuldigd met het aantal reële voltijdsequivalenten voor het hele personeel van het kenniscentrum, vastgesteld op basis van het totale aantal bezoldigde uren in het kadaster van de tewerkstelling van het voorgaande jaar.

Onderafdeling 5. — Specifieke subsidie om te voldoen aan de bepalingen van de kaderovereenkomst 2010-2011 met betrekking tot de private non-profitsector, voor wat betreft de bijkomende subsidie gereserveerd voor de financiering van opleidingen

Art. 831/222. Het Agentschap betaalt een specifieke subsidie aan de kenniscentra om hen in staat te stellen de verhoging van de premie voor de financiering van opleidingen te financieren.

Voor de kenniscentra die afhankelijk zijn van de privé-sector, wordt het bedrag van de subsidie bedoeld in § 1 jaarlijks vastgesteld op een bedrag van 43,76 euro, vermenigvuldigd met het aantal reële voltijdsequivalenten voor het hele personeel van het kenniscentrum, vastgesteld op basis van het totale aantal bezoldigde uren in het kadaster van de tewerkstelling van het voorgaande jaar.

Onderafdeling 6 — . Controle op de subsidies

Art. 831/223. § 1. Indien het totale aantal betaalde uren voor het kenniscentrum op basis van de tewerkstellingskadasters aan het einde van elk jaar lager is dan het totale aantal begeleidingsuren waarvoor het kenniscentrum is erkend, vermenigvuldigd met één punt vierentwintig, deelt het Agentschap hem het terug te vorderen bedrag mee.

Het bedrag van het in lid 1 bedoelde terug te vorderen bedrag is het verschil tussen het jaarlijkse gemiddelde van het totale aantal uren dienstverlening waarvoor het kenniscentrum is erkend, vermenigvuldigd met één punt vierentwintig, en het jaarlijkse gemiddelde van het totale aantal betaalde uren van het onderwijzend personeel, vermenigvuldigd met het gemiddelde over de periode van de kosten van één uur dienstverlening als bedoeld in bijlage 83/22. De terugvordering vindt plaats vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum van kennisgeving.

§ 2. De modaliteiten voor de controle op het gebruik van de subsidies zijn deze bedoeld in de artikelen 474/3 tot 474/5. In afwijking van het voorgaande heeft de controle van het bedrag, vermeld in artikel 831/217, 2°, betrekking op de verificatie of de aankopen door het kenniscentrum een bijstandsproduct zijn in de zin van artikel 784, 2°.

§ 3. Als het Agentschap vaststelt dat de compensatie voor de openbare dienst hoger is dan wat nodig is om de activiteiten bedoeld in artikel 831/195, eerste lid, 3°, uit te voeren, met inbegrip van een redelijke winst, vordert het Agentschap het teveel aan subsidie terug. Als het overschot minder dan tien procent van de jaarlijkse subsidie bedraagt, worden de terug te vorderen bedragen in mindering gebracht op de volgende subsidie, overeenkomstig Besluit 2012/21.

HOOFDSTUK IV. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 4. Artikel 468 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 september 2021, wordt aangevuld met de woorden: “noch op de in Boek 5, Titel 7, Hoofdstuk X, bedoelde kenniscentra.”.

Art. 5. In artikel 469/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019, worden de woorden “en 10” ingevoegd tussen het woorden “9” en de woorden “XI, XII, XII/1, XII/2.”.

Art. 6. In artikel 469/2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 3 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

“Deze administratieve entiteit past haar dienstverleningsproject uiterlijk één jaar na de datum van integratie van de nieuwe dienst dienovereenkomstig aan.”;

2° het artikel wordt aangevuld met een twee paragrafen, luidend als volgt :

“§ 8. In afwijking van paragraaf 1 moeten de in Titel VII, Hoofdstuk X, bedoelde diensten die geen deel uitmaken van een administratieve entiteit, voldoen aan een dienstverleningsproject overeenkomstig het model in bijlage 83/21.

§ 9. In afwijking van paragraaf 1 en met uitzondering van de diensten bedoeld in de paragrafen 5, 6, 7 en 8, dienen nieuwe diensten die hun eerste erkenning voor bepaalde tijd verkrijgen tijdens de periode van zes jaar, binnen zes maanden na het verkrijgen van hun eerste erkenning een dienstverleningsproject in volgens het model in bijlage 45/2. Het onderdeel met betrekking tot het doelstellingencontract moet echter uiterlijk één jaar na de datum van inwerkingtreding van de erkenning voor onbepaalde tijd worden voltooid. De looptijd van het eerste doelstellingencontract wordt vastgesteld overeenkomstig de bepaling van artikel 1394/19, lid 2.

Art. 7. In artikel 474/2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019, worden de woorden “en 10” ingevoegd tussen het woorden “9” en de woorden “XI, XII, XII/1, XII/2.”.

Art. 8. In artikel 474/3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“De eerste financiële evaluatieperiode vangt aan op 1 januari 2019 en eindigt op 31 december 2024.”;

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt:

“ § 5. Nieuwe diensten die na 1 januari 2019 worden erkend, worden opgenomen in de huidige financiële periode van zes jaar.”.

Art. 9. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 1384/8, luidend als volgt:

“Art. 1384/. Een evaluatie van de erkennings- en subsidiëringsregeling van hoofdstuk X wordt uitgevoerd na afloop van het derde, volledige kalenderjaar van toepassing ervan.”.

Art. 10. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 45/1 vervangen door bijlage 2 die bij dit besluit gaat.

Art. 11. In hetzelfde Wetboek worden de bijlagen 83/21 en 83/22 ingevoegd, die als bijlagen 1 en 3 bij dit besluit worden gevoegd.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 13. De Minister tot wiens bevoegdheden Sociale Actie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 7 september 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

BIJLAGE 1**Bijlage 83 /21 - Dienstverleningsproject bedoeld in artikel 831/200****HET DIENSTVERLENINGSPROJECT VAN DE KENNISCENTRA - MODEL**

1. Institutioneel kader
 - a. Contactgegens
 - b. Chronologisch overzicht van het project
 - c. Institutionele context
 - d. Filosofie van de dienst (waarden en visie)
2. Interventiekader
 - a. Geografisch interventiegebied
 - c. Financiële bijdrage
 - d. Doelpubliek
3. Organisatie van de dienst
 - a. Openings- of diensturen
 - b. Werkorganisatie
 - c. Voorgestelde prestaties
4. Opleidingsplan
5. Beschrijving van de methodologische keuzes
 - a) Onderzoek van de aanvraag
Bijvoorbeeld: Welke zijn de opgespoorde behoeften van de gezinnen en hoe wordt erop ingespeeld ?
 - b) Specifieke hulpmiddelen en middelen
Bijvoorbeeld : In welke hulpmiddelen werd voorzien om de aanvragen in te willigen ?
6. Evaluatiemethode
 - a. Evaluatie van de dienst in het geheel van zijn opdrachten
7. Conclusies en stappen met betrekking tot de resultaten van de zelfbeoordeling”

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2023 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de kenniscentra, tot wijziging van artikel 283 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en tot invoeging van een Hoofdstuk X met als opschrift “Kenniscentrum”, dat de artikelen 831/192 tot 831/223 omvat, in het reglementair Deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Tweede Deel, Boek V, Titel VII.

Namen, 7 september 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

BIJLAGE 2

“Bijlage 45/1. Lijst van de documenten bedoeld in artikel 474/1

Lijst van documenten	A c H é ¹	A M V ²	C FI S P A ³	E T A ⁴	SA PF AE +A PC 5	SA N ⁶
1. De wijzigingen in de statuten die de laatste vijf jaren zijn bekendgemaakt of ter griffie zijn neergelegd.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
2. De lijst van de leden van de raad van bestuur in geval van een wijziging	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3. De lijst van de leden van de algemene vergadering in geval van een wijziging	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4. Pedagogisch project bedoeld in artikel 914	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Laatste activiteitenverslag	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Dienstverleningsproject bedoeld in artikel 469/2	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
7. Huishoudelijk reglement;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
8. Geldig brandweerrapport. • Behalve voor de diensten voor huisvesting onder toezicht bedoeld in artikel 1200	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
9. Bij verandering van directie: Diploma, Schriftelijke delegatie van bevoegdheden, Ervaringscertificaat en Curriculum vitae	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

¹ **AcHé :**

Residentiële diensten voor jongeren bedoeld in artikel 1314/98

Dagonthaaldienst voor volwassenen bedoeld in artikel 1198

Residentiële nachtdienst voor volwassenen bedoeld in artikel 1199

Diensten voor huisvesting onder toezicht bedoeld in artikel 1200

gespecialiseerde opvangdienst voor jongeren bedoeld in artikel 1314/3

Dagopvangdiensten voor volwassenen bedoeld in artikel 1314/4

² **AMV :**

Begeleidingdienst bij opvang in een gezin bedoeld in artikel 476, 2°
Begeleidingsdienst bedoeld in artikel 545, 3°
Zorgdiensten bedoeld in artikel 725, 3°
Respijtzorgdienst bedoeld in artikel 831/1, 3°
De dienst die instaat voor tolken gebarentaal bedoeld in artikel 831/77
Mobiële steunregelingen voor de inclusie bedoeld in artikel 831/124, 2°
Kenniscentrum als bedoeld in artikel 831/192

³ **CFISPA :**

Aangepast centrum voor opleiding en socioprofessionele inschakeling bedoeld in artikel 905, 1°

⁴ **ETA :**

Bedrijf voor aangepast werk bedoeld in artikel 992

⁵ **SAFAE +APC :**

Dienst erkend en gefinancierd door buitenlandse overheden als bedoeld in artikel 1369/8
Dienst Machtiging tot verzorging bedoeld in artikel 1350.

⁶ **SAN :**

Dienst die activiteiten voor gehandicapte personen organiseert, bedoeld in artikel 1315”.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2023 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de kenniscentra, tot wijziging van artikel 283 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en tot invoeging van een Hoofdstuk X met als opschrift “Kenniscentrum”, dat de artikelen 831/192 tot 831/223 omvat, in het reglementair Deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Tweede Deel, Boek V, Titel VII.

Namen, 7 september 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

BIJLAGE 3

“Bijlage 83/22. Theoretische kostprijs van een uur dienstverlening volgens de gemiddelde anciënniteit van de kenniscentra vermeld in hoofdstuk X "Kenniscentra", bestaande uit de artikelen 831/192 tot 831/223 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Tweede Deel, Boek V, Titel VII.”

Anciënniteit (jaren)	Theoretische kosten van een uur dienstverlening
0	53,56 EUR
1	57,13 EUR
2	57,18 EUR
3	58,99 EUR
4	59,03 EUR
5	60,84 EUR
6	60,91 EUR
7	67,21 EUR
8	67,26 EUR
9	69,14 EUR
10	70,31 EUR
11	72,18 EUR
12	72,24 EUR
13	74,11 EUR
14	74,18 EUR
15	76,05 EUR
16	80,11 EUR
17	81,98 EUR
18	82,05 EUR
19	83,92 EUR
20	83,98 EUR
21	85,85 EUR
22	85,92 EUR
23	87,79 EUR
24	87,85 EUR
25	89,08 EUR
26	89,15 EUR
27	90,36 EUR
28	90,43 EUR
29 et +	90,50 EUR

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2023 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de kenniscentra, tot wijziging van artikel 283 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en tot invoeging van een Hoofdstuk X met als opschrift “Kenniscentrum”, dat de artikelen 831/192 tot 831/223 omvat, in het reglementair Deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Tweede Deel, Boek V, Titel VII.

Namen, 7 september 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke
Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE